



C'est fou mais dans le temps présent, plus personne ne se pose la question sur la définition et le rôle d'une personne nommée, surtout au plus haut sommet d'un Etat.

Définition cabinet

cabinet, nom masculin

Sens 1 Pièce servant de bureau de travail [Architecture]. Synonyme bureau

Sens 2 Petite pièce à l'écart ou dépendant d'une autre [Architecture]. Synonyme pièce

Sens 3 Local dans lequel les personnes exerçant une profession libérale reçoivent leurs clients ou patients. Ex cabinet médical. Synonyme agence Anglais office, (médical) surgery

Sens 4 L'ensemble des ministres ou des membres d'un ministère. Synonyme gouvernement Anglais advisers

Synonymes cabinet

cabinet : 9 synonymes.

Synonymes agence, bureau, chiottes, gouvernement, laboratoire, ministère, pièce, réduit, salon.

Au pluriel, cabinet désigne les W.C. (*Water-closets*)

En fait donc, il s'agit de la direction d'un cabinet, une fonction purement administrative et interne à une entité donnée. Mais à Madagascar, on s'arroge tous les droits. Henry Hanitriniaina Rabary-Njaka, donc, dirige (d'où le mot directeur, celui qui dirige) le bureau de la présidence de la république malgache et rien d'autre. En anglais, ce poste se nomme

Adviser Officer

. Malheureusement, cet avocat du barreau de Paris (il faut être Français pour y être inscrit), homme de loi par excellence donc, agit comme s'il était un

"vice-président"

touche-à-tout.



Avec le Hery vaovao donc, l'épouse d'un ministre d'Etat peut représenter son mari dans une délégation officielle? C'est réellement nouveau çà ! Cette photo est une preuve du " *m'as-tu vu*"

qui prévaut dans les hautes sphères de ce régime Rajaonarimampien qui ne cesse d'accumuler bévues sur bévues. Et cette photo, qui aurait du rester dans un album à titre de souvenir personnel à la maison, apparait sur le

[site officiel de la présidence](#)

de la IV^e république de Madagascar, avec un texte digne de l'ère de Kim Il Sung ! Mais purée ! Je n'ai pas voté pour le candidat n°3 pour ensuite payer le voyage de la femme d'un ministre qui n'était même pas à Paris ce jour-là ! Et Henry Rabary-Njaka ose parler de bonne gouvernance ! Du coup, le président François Hollande paraît très minuscule au milieu de ces Malgaches parvenus (*"matim-boninahitra"*

) qui se croient tout permis et qui -ce qui est gravissime-, dès lors, salissent encore plus l'image déjà ternie du président Rajaonarimampianina



Ainsi, lors de la première sortie officielle à l'extérieur du président élu, Henry Rabary Njaka s'est improvisé journaliste pour relater [en direct à la Tvm, via téléphone, le 30 janvier 2014](#) , l'ambiance du 22^e Sommet des chefs d'Etat africains de l'Union africaine à Addis-Abeba.

[Au 29ème sommet de la COI, le 11 avril 2014](#)

, à Moroni (Comores), il a été le représentant
"spécial"

du président rajaonarimampianina, tout comme lors des festivités du 14 juillet 2014 en France (photo ci-dessus). Ce cumul de fonctions (Henry Rabary-Njaka est également membre du Conseil d'administration d'Air Madagascar et aussi secrétaire général du parti Hvm)) n'est pas correct, surtout lorsqu'on ressasse continuellement :

"Tsy lany olo-manga ity firenena ity"

. Et voilà que le 16 juillet 2014, il apparaît sur Africa24, comme un grand économiste, dans l'émission

"Invité du Jour"

de notre confrère Jean-Célestin Edjangué.



Malheureusement, dans sa volonté à apparaître et paraître, son excès de zèle commence à agacer. Surtout qu'il ne peut pas répondre convenablement aux questions posées et est obligé d'être un maître dans l'art des effets d'annonce qui ne mènent nulle part. **Visionnez attentivement la vidéo ci-dessus**

A la question de notre confrère : **COMMENT EST-CE QUE VOUS ALLEZ FAIRE AVEC TOUT CE DONT REGORGE DE RICHESSES VOTRE PAYS, POUR REMUSCLER L'ECONOMIE ET RETROUVER UN BOND DE CROISSANCE ?**

La réponse, dans le volet économique m'a littéralement scié et je la transcris ici.



« **C'est un fol, fol espoir, comme dirait l'autre** ». Celui qui fait vivre les imbéciles

« Effectivement, l'objectif c'est de retrouver une croissance positif, heu positive, très rapidement. Madagascar regorge de ressources naturelles importantes, c'est un pays béni des dieux et où ce qui a failli, jusqu'ici, encore une fois, c'est la bonne gouvernance. Alors, ce qui s'est passé pendant la période de la transition était que Madagascar a été heu heu. Comme le pouvoir a été pris de façon non constitutionnelle, Madagascar a été mis au ban des nations. Aujourd'hui, on retrouve les partenaires financiers, les bailleurs de fonds traditionnels. La politique du président Hery Rajaonarimampianina c'est tout d'abord de passer par le développement de l'agriculture. Aujourd'hui, 70% des Malgaches vivent en milieu rural. On doit passer d'une agriculture vivrière à une agriculture marchande. Parallèlement, il faudrait que les richesses du sous-sol, que ce soit les mines que le pétrole. Je rappelle que Madagascar, cette année, pour la première fois donc, a commencé à produire du pétrole, le pétrole du Tsimiroro. A Tsimiroro, c'est de l'huile lourde mais ça commence par là. C'est un fol, fol espoir, comme dirait l'autre, mais en tous les cas c'est que les choses avancent bien et, aujourd'hui, on va mettre en place une politique où il y aura une répartition équitable des richesses pour que cela profite au plus grand nombre de la population ».



A mon tour de rappeler que la prospection pétrolière a commencé bien avant le régime de Didier Ratsiraka et que l'actuelle phase de production est le fruit d'années de « **combats** » politico-administratifs, voire judiciaires, et non le fruit des travaux (lesquels ?) du régime actuel. Par ailleurs,

retour à l'ordre constitutionnel signifie retour automatique dans le concert des nations, sans avoir eu besoin de dépenser l'argent des contribuables pour se prouver, à l'extérieur, qu'on est bien un président élu. La gestion de l'Etat et les principes de l'Etat de droit et de la démocratie constituent une autre paire de manche... En fait alors, à Madagascar actuellement, tout est au conditionnel et conditionné par les sous des bailleurs de fonds. Me Henry Rabary-Njaka n'a fait que

« **dévoiler** »

ce que le monde entier connaît déjà. Par contre, sur le sujet de l'huile lourde de Tsimiroro, je lui tire mon chapeau. En effet, si l'on comprend bien : hop, d'un coup de baguette rajaonarimampien extraordinairement magique, «

Madagascar, cette année, pour la première fois donc, a commencé à produire du pétrole »

et que

« *les choses avancent bien* »

Je vous laisse apprécier ce langage de la rupture dans la continuité...



Mais avant cette question posée par notre confrère, Jean-Célestin Edjangué, et donc restée sans réponse réelle, Henry Rabary-Njaka directeur de cabinet expert es économie avait révélé le scoop de l'année : « *...Madagascar sort d'une longue crise, des crises cycliques politique dues essentiellement à une absence, jusque-là, d'une véritable bonne gouvernance. Et, à la suite de cette période longue de cinq ans de transition, Madagascar a été mis au ban des nations. Aujourd'hui, Madagascar retrouve l'ordre constitutionnel, avec l'élection du nouveau président Hery Rajaonarimampianina. Madagascar entend retrouver sa place. Aujourd'hui, Madagascar fait partie des pays les moins avancés ce club peu glorieux et Madagascar entend, par une politique volontaire, une politique de bonne gouvernance, une politique de lutte contre la pauvreté, retrouver sa place. C'est ce que l'on s'attèle aujourd'hui* » (Ndlr

: français impropre indigne d'un citoyen français)

avec un assainissement de l'économie

(Ndlr : réponse soufflée par Jean-Célestin),

par la mise en place des structures fortes ; le retour de l'Etat de droit avec, comme corollaire, cette bonne gouvernance, le retour de la sécurité, la lutte contre la corruption, une justice impartiale. Voilà. »

Liberté de la presse: Gouvernement contre journalistes

Jud, 27 Juillet 2014 07:29

La justice a tranché sur le maintien en détention provisoire des deux journalistes de « Madagascar Matin » jusqu'à la publication du verdict demain. La déception, mais surtout la colère a gagné les visages des journalistes venus nombreux au palais du tribunal à Anava et les chaises vides sans l'affaire. [Régulation en détention provisoire des journalistes](#)

[Présence de Rabary Njaka à la présidence de la République](#), [Henry Rabary Njaka](#) et de la ministre de la Justice dans cette affaire judiciaire.

Dans les rangs des magistrats, on hausse le ton contre l'immission de ce proche de Hery Rajaonarimampianina dans cette affaire « Jean-Luc Rahaga et Didier Ramanoelina ». Avant l'arrivée des deux « prévenus », le directeur de cabinet a répondu au palais du tribunal en demandant aux responsables de maintenir en détention les deux journalistes et de ne sortir le verdict que demain... Comme un des magistrats a refusé de s'exécuter, le substitut a jeté les journalistes en prison préventivement et s'est porté volontaire pour représenter le ministère public.

Notons que la Constitution permet à l'Exécutif de s'immiscer dans les affaires judiciaires. Le président de la République et la ministre de la Justice sont respectivement président et vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) chargé de gérer les carrières de nos magistrats. Sous peine d'être affectés, les magistrats font d'autres choix que d'obtempérer et d'écouter les ordres de l'Exécutif.

Les observateurs ont présenté cette immission du directeur de cabinet dans les affaires judiciaires vs son interview para dans l'« Express de Madagascar » annonçant qu'il s'agit d'une sanction figurant dans les principes de l'Etat et d'affirmer par la suite que cette affaire servira de leçon aux autres journalistes... Et de, le jour même du premier procès de l'affaire « Jean-Luc Rahaga et Didier Ramanoelina ». Il n'est pas en train d'influencer la justice ?

Le ministre d'Etat Rivo Rakotonovo, plaignant, quant à lui, a tenu une conférence de presse durant laquelle il a affirmé qu'il n'accusait pas que son honneur soit bafoué à quelques heures du défilé des journalistes de « Madagascar Matin ». Père, le président du HVM a menti en affirmant qu'il a porté plainte en tant que citoyen, car la lettre de poursuite présentée par son représentant abordait l'en-tête et le sceau de la République de Madagascar. Ce qui signifie que c'est l'Etat malgache qui est entré en conflit avec les journalistes réclament la liberté pour ses deux collègues emprisonnés.

Toutefois, il existe un vice de forme puisque seule la direction des litiges et contentieux (DL) à la Primature est apte à représenter l'Etat malgache dans une affaire judiciaire. Le représentant de Rivo Rakotonovo ne dispose donc pas de la qualité de représentation du plaignant... Le plaignant de l'Etat ainsi que les autres procédures devront être considérées comme nulles et non avenues.

Notons que dans cette affaire, la défense a aligné des avocats de renom tels que Fara Ragonarison, Willy Razafinjato et Hiver Razafison. Notons que Me Fara Ragonarison n'a plus plaidé depuis longtemps mais juste pour défendre Jean-Luc Rahaga elle a revêtu sa robe... Dans cette bataille, il s'agit donc de vie ou de mort pour les journalistes et leurs proches de presse.

